



Onzième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 27 c) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES :
INDUSTRIALISATION DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Egypte : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Consciente de la nécessité d'accélérer l'industrialisation dans les pays peu développés afin d'assurer le développement équilibré de leur économie,

Notant que l'on n'a pas encore prévu, sur le plan international, de moyens de mise en oeuvre visant essentiellement à résoudre les problèmes de l'industrialisation dans les pays sous-développés,

Réaffirmant les responsabilités particulières du Conseil économique et social quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement,

Estimant qu'il faut étudier immédiatement la question de ces moyens de mise en oeuvre afin de pouvoir les organiser sans retard,

1. Fait siennes les résolutions 597 A (XXI) et 618 (XXII) du Conseil économique et social qui, notamment, réaffirment les responsabilités particulières du Conseil quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement afin d'aider ces pays à équilibrer davantage leur économie;

2. Prie le Secrétaire général de prendre dûment en considération, lors de la mise en oeuvre du programme de travail relatif à l'industrialisation et à la productivité, les diverses suggestions faites aux vingt-deuxième et

vingt-troisième sessions du Conseil économique et social et à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les directives et les principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil;

3. Prie le Secrétaire général, comme suite aux résolutions 597 A (XXI) et 618 (XXII) du Conseil économique et social, d'établir, pour que le Conseil l'examine à sa vingt-cinquième session, un rapport sur les moyens de mise en oeuvre nécessaires dans le domaine de l'industrialisation des pays sous-développés, y compris la constitution d'un service spécialisé distinct et d'un organe délibérant composé d'experts gouvernementaux.
